

## SUÈDE

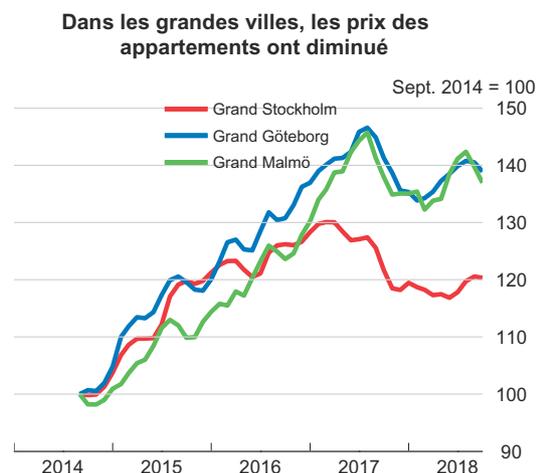
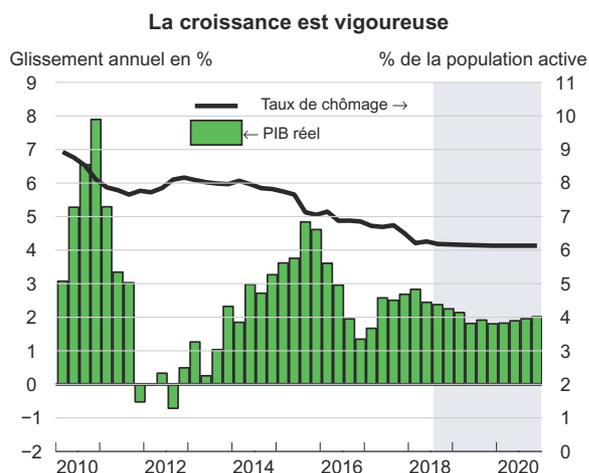
**Le dynamisme des exportations, résultant à la fois de la croissance chez les principaux partenaires commerciaux de la Suède et de la dépréciation de la couronne, ainsi que la solidité de la demande intérieure, continueront de porter l'expansion. L'investissement résidentiel poursuivra son repli consécutif à l'évolution à la baisse antérieure des prix des logements. Les créations d'emplois ralentiront, sur fond de pénuries de main-d'œuvre dans diverses professions. Le taux de chômage se stabilisera, la main-d'œuvre à faible employabilité constituant une proportion grandissante des demandeurs d'emploi.**

**Les politiques budgétaire et monétaire sont expansionnistes. L'inflation est globalement conforme à l'objectif, ce qui tient en partie à des facteurs transitoires. La Banque de Suède a fait part de son intention de commencer à relever ses taux d'intérêt vers la fin de l'année, ce qui serait tout à fait indiqué pour trouver un équilibre entre le risque d'une inflation inférieure à l'objectif et celui d'une mauvaise affectation des ressources en capital. Des réformes visant le marché du logement, l'intégration des immigrés et l'éducation sont nécessaires pour favoriser une croissance inclusive.**

### **La croissance est ralentie par la faiblesse de l'activité dans le bâtiment**

L'économie continue de bénéficier d'une croissance vigoureuse. La demande d'exportations a résisté chez les principaux partenaires commerciaux de la Suède, tandis que l'affaiblissement de la couronne a amélioré la compétitivité. Toutefois, l'investissement résidentiel s'est contracté après la baisse des prix des logements de la fin de 2017 et du début de 2018. La progression de la consommation est modeste en raison d'une hausse des salaires toujours en demi-teinte, les négociations salariales demeurant centrées sur les questions de compétitivité. L'inflation est conforme à l'objectif, bien que cela tienne en partie à des facteurs transitoires, notamment l'augmentation des prix de l'énergie. Des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et le fait que les demandeurs d'emploi à faible employabilité, parmi lesquels des immigrés arrivés récemment sur le territoire,

### Suède



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n°104 ; et Mäklarstatistik.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933877278>

Suède : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	4 200.8	2.5	2.4	2.5	1.9	1.9
Consommation privée	1 889.3	2.8	2.3	2.5	2.8	2.6
Consommation publique	1 085.7	3.2	0.4	1.1	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	990.3	3.9	6.5	3.2	0.2	1.6
Demande intérieure finale	3 965.3	3.2	2.8	2.3	1.7	2.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	31.3	-0.1	0.1	0.4	0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 996.6	3.0	2.9	2.7	1.7	1.9
Exportations de biens et services	1 913.0	2.6	3.7	3.3	3.5	3.3
Importations de biens et services	1 708.7	4.0	5.1	3.8	3.1	3.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	204.2	-0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.7	2.2	2.2	2.1	2.2
Indice des prix à la consommation <sup>2</sup>	–	1.0	1.8	2.0	2.4	2.3
IPC sous-jacent <sup>3</sup>	–	1.4	2.0	2.2	2.3	2.0
Taux de chômage <sup>4</sup> (% de la population active)	–	6.9	6.7	6.2	6.1	6.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	16.0	15.1	16.7	16.4	16.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	1.1	1.6	1.2	1.2	1.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	42.4	40.8	37.2	34.5	32.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.3	3.3	2.6	3.5	3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933878190>

représentent une proportion croissante des personnes en recherche d'emploi empêchent le taux de chômage de reculer plus rapidement.

**Des faiblesses structurelles persistent sur le marché du logement**

La facilité d'accès au crédit, la croissance rapide des revenus et de la population et la faiblesse des taux d'intérêt ont alimenté une forte hausse des prix des logements jusqu'à une date récente. L'endettement des ménages s'est ainsi accru pour dépasser 180 % du revenu disponible. Des mesures macroprudentielles ont probablement contribué à une correction salutaire des prix des logements, à hauteur d'environ 6 %, au deuxième semestre de 2017, suivie d'une stabilisation depuis le début de 2018. Des faiblesses structurelles, en particulier le régime fiscal avantageux de la propriété immobilière et des prêts hypothécaires, la réglementation du marché locatif et le manque de concurrence dans le secteur du bâtiment, continuent toutefois de créer des déséquilibres sur le marché du logement.

La politique monétaire devrait demeurer très expansionniste, en dépit des signes de forte utilisation des capacités, et l'inflation devrait rester proche de l'objectif au cours de la

période à venir. Le taux des prises en pension est resté aux alentours de -0.5 % depuis février 2016. Le programme d'achat d'obligations a été mis en suspens, et le premier relèvement des taux est prévu pour la fin de 2018 ou le début de 2019. La Banque de Suède a laissé entrevoir un durcissement progressif de sa politique monétaire, qui serait opportun pour permettre de trouver un équilibre entre le risque d'une inflation inférieure à l'objectif et les risques associés à une mauvaise affectation des ressources.

La politique budgétaire expansionniste a alimenté une croissance qui était déjà vigoureuse en 2018. L'orientation budgétaire devrait être globalement neutre en 2019, mais l'impasse politique actuelle pourrait conduire à un resserrement car le temps manquera à un nouveau gouvernement pour introduire de nouvelles mesures dans le budget 2019. Dans l'ensemble, la politique budgétaire reste viable, sur fond de cadre budgétaire solide, de dette publique brute inférieure à 40 % du PIB et d'excédent budgétaire de plus de 1 % du PIB.

***La croissance est vulnérable face aux risques inhérents à un nouveau fléchissement des prix des logements et au protectionnisme***

La croissance du PIB devrait ralentir à mesure que l'investissement résidentiel se contractera un peu plus et que les contraintes de capacités se feront sentir dans de nombreux secteurs. La consommation des ménages continuera de progresser à un rythme mesuré, sachant que les tensions sur le marché du travail ne se répercutent que progressivement sur les salaires, l'objectif des partenaires sociaux restant de maintenir la compétitivité, et que les incertitudes relatives au marché du logement et à la situation mondiale incitent les ménages à épargner. La demande des principaux partenaires commerciaux continuera de soutenir les exportations et l'investissement des entreprises, mais de manière moins intense avec l'assombrissement de l'horizon de la croissance mondiale. La recrudescence du protectionnisme pèsera sur les perspectives des exportations et représente un risque majeur de divergence à la baisse par rapport aux prévisions pour la Suède, fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales. Le marché du logement reste vulnérable, et de nouvelles baisses des prix des logements éroderaient la consommation. L'adoption de mesures macroéconomiques expansionnistes pendant la phase de reprise pourrait alimenter les déséquilibres et accentuer les fragilités dans l'hypothèse d'un prochain ralentissement de l'activité.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2018), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-45-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-45-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).